



Editions "LIBERTAD"
10, Rue des Pyramides, PARIS (1^{er})

Precio : 50 francos

CAHIERS

REPUBLICAINS

ESPAGNOLS

N.º 3

Editions «Libertad»

CHAPITRE I^e

AUJOURD'HUI

L'Espagne,
élément essentiel du système européen (1)

I

I. — Une anecdote.—Le remords universel.—L'injustice envers l'Espagne

ETANT donné les circonstances spéciales dans lesquelles je prends part à cette réunion — je ne connaissais pas, en effet, le sujet que je devais traiter —, je me suis rappelé une vieille anecdote grâce à laquelle je pourrai sortir aisément de mon embarras.

C'était avant la guerre de 1914, lorsque la Pologne luttait sans grand espoir pour la reconstitution de sa nationalité. Un concours avait lieu à cette époque pour accorder un prix au meilleur livre sur les éléphants. Des écrivains de toutes les langues et de tous les pays envoyèrent de beaux travaux. Un auteur français présenta un joli roman intitulé « Les amours et les amourettes parmi les éléphants ». Un Anglais, qui avait étudié sur place la vie et les habitudes de ces animaux, rédigea un traité sur « L'exploitation industrielle des éléphants ». Un écrivain russe, après les avoir cherchés en vain sur les steppes de son pays, s'était posé la question : Est-ce que vraiment les éléphants existent ? Un Italien composa une œuvre lyrique sur « La marche triomphale des éléphants ». Un savant allemand, après avoir compulsé des archives et visité des musées, publia un ouvrage en 18 gros volumes sous le titre de « Quelques éléments pour une introduction à l'étude des éléphants ». Enfin, un Polonais envoya au concours une petite brochure portant ce titre : « Les éléphants et la libération de la Pologne martyre ».

(1) Discours prononcé le 22 Mai 1947 au Club des Etudes Internationales de Paris.

Eh bien, nous autres, républicains espagnols, nous nous trouvons maintenant dans le même état d'esprit que le Polonais de notre histoire. S'il s'agissait de prendre part à un congrès de chimie ou à un concours sur l'histoire de la musique ancienne, notre intervention porterait toujours sur le sujet qui nous tient au cœur. Ainsi nous parlerions, par exemple, des « Progrès de la chimie et la libération de l'Espagne », ou encore, du « Chant grégorien et ses rapports avec la restauration de la République espagnole ».

D'autre part, je sais bien que vous êtes assez aimables et compréhensifs pour nous en excuser.

En effet, la tragédie espagnole a été la pierre de touche permettant de constater s'il existe ou non une foi véritable dans les principes de liberté et le gouvernement du peuple, et tout homme possédant une conscience droite, un esprit de justice ferme, une conviction démocratique éprouvée, ne peut que s'éprendre d'amitié pour la République sœur.

Il est indéniable qu'en n'importe quel endroit du monde civilisé la cause de la République Espagnole est celle qui touche le plus profondément la sensibilité humaine. Qu'il s'agisse de réunions populaires ou d'assemblées diplomatiques comme celles de San Francisco ou de New-York, vous voyez toujours, quand on parle de la souffrance du peuple espagnol et de l'injustice commise à son égard, se manifester de l'intérêt et une émotion allant parfois jusqu'aux larmes. Notre raison est tellement évidente que même si l'on invoque la convenance occasionnelle, on ne peut manifester de l'indifférence ou du mépris pour la cause d'un peuple si courageux dans la défense de sa liberté et si malheureux d'être courbés sous la plus cruelle et la plus sauvage des tyrannies. Il existe, Mesdames et Messieurs, comme un remords affectant la conscience de l'Humanité entière, du crime que l'on a commis et que l'on continue de commettre envers l'Espagne républicaine.

Eh bien, si cette reconnaissance de notre droit, de notre raison, est maintenant universelle, comment expliquer que le problème espagnol reste toujours au même point où il se trouvait au lendemain de la victoire des armées alliées ? On ne peut trouver à cela que deux explications, ou plutôt deux prétextes.

En premier lieu, c'est qu'il y avait, et qu'il y a encore, plus de fascistes qu'on ne pense. Partout, il y a des partisans des idéologies fascistes qui se sont accrochés aux chars triomphaux de la démocratie ; mais dans l'intimité de leur conscience, au fond de leur cœur, ils restent toujours ce qu'ils étaient : des fascistes. Et ceux-là ne pardonneront jamais au peuple espagnol sa résistance héroïque qui a duré pendant près de trois ans, résistance qui a fait échouer les projets de domination universelle d'Hitler et de ses nombreux Quisling, dont Franco n'est que l'image la plus fidèle et le plus méprisable, facilitant ainsi la préparation belliqueuse et le réarmement des puissances démocratiques.

Voilà ce que les fascistes ne pardonneront jamais à la République Espagnole.

Il y a, par ailleurs, la difficulté d'établir une entente entre les grandes puissances et de concilier leurs intérêts sur des points de vue essentiels en vue d'une paix future véritable. En ce qui me concerne, je suis convaincu, le salut de l'Humanité le demande, qu'on trouvera finalement les bases justes d'une organisation harmonieuse de tous les intérêts opposés et contradictoires et qu'après cette période de terreur et de misère, l'homme jouira d'une longue ère de paix, de liberté, de prospérité et de justice.

Mais en attendant, le peuple espagnol qui a été la première victime de l'expansion extérieure du fascisme, continue à souffrir les conséquences de ce fait et il est encore le seul pour qui la victoire des armes de la Liberté n'a eu aucun résultat, abandonné comme il l'est aux hordes de la tyrannie.

II

La République Espagnole, exemple d'une véritable démocratie

COMMENT peut-on expliquer la conduite des grandes puissances démocratiques envers l'Espagne républicaine ?

Peut-on discuter le fait que la République Espagnole procède d'une origine démocratique légale ? Non, puisqu'elle est née, non pas à la faveur d'un coup d'Etat ou d'une révolte, mais bien du suffrage populaire librement exprimé. Elle a été instaurée, vous le savez, au moyen d'élections ordonnées et dirigées par un gouvernement monarchiste. Le fait que le roi lui-même ait accepté de laisser vacant, sans résistance, le trône le plus ancien de l'Europe, montre bien, sans qu'il y ait besoin d'autres arguments, l'indiscutable légitimité originale de la République Espagnole.

Les Phalangistes eux-mêmes reconnaissent que, du point de vue démocratique, il n'existe aucune autre solution logique du problème espagnol que la restauration de la République, ainsi qu'en fait foi le paragraphe ci-dessous de l'éditorial publié le 9 Avril 1947 par le journal « Madrid », organe des Phalangistes :

« Si le Comte de Barcelone (1) veut établir sa monarchie traditionnelle sur la démocratie libérale (sic) (et s'il s'agit d'autre chose nous n'en comprenons pas la nécessité) il n'est pas besoin de la Monarchie ; on devrait reconnaître les pouvoirs de la République, proclamée aux élec-

(1) C'est le titre qu'on donne au Prétendant.

« tions, dont la validité fut reconnue par son père Alphonse XIII (ainsi que la perte de l'estime des Espagnols) et d'accord avec la légalité démocratique, il n'y aurait autre chose à faire qu'à rétablir la République ».

Je pose aussi cette question :

Notre conduite depuis le 14 Avril 1931 jusqu'au 18 Juillet 1936 (c'est-à-dire avant la rébellion de Franco qui déclancha la guerre civile) n'a-t-elle pas été une conduite loyale ?

Et je réponds :

Notre Constitution et notre politique se sont inspirées des principes les plus nobles et d'une conception humanitaire du Droit. Nous avons fait tout ce que nous avons pu, tout ce que nous avons été capables de faire pour pratiquer la tolérance, la justice, et pour instaurer la paix sociale ; et, avec une réitération peut-être même exagérée, nous avons consulté le peuple afin de renouveler nos pouvoirs dans la source de la volonté populaire. Ce n'est pas notre faute si le peuple espagnol a toujours montré une préférence presque unanime pour le régime républicain. De 1931 à 1936, le vote populaire a donné sa confiance, ou bien à la droite ou bien à la gauche, mais toujours dans le cadre de la République. Et la même chose arrivera demain si le peuple est appelé de nouveau à une consultation électorale.

Quoi qu'il en soit, pendant les cinq années à peine de normalité constitutionnelle, la République a essayé de faire d'un peuple ignorant et misérable un peuple éclairé et progressiste. Elle a fondé 30.000 écoles ; elle a commencé une réforme agraire en vue de partager les grandes propriétés féodales qui tenaient parfois entre les mains d'un seul seigneur (villages entiers, églises, campagnes et cimetières compris), dans le but d'établir une petite bourgeoisie de propriétaires et de cultivateurs ; elle a approuvé les lois sociales comme celles qui protègent les travailleurs dans tous les pays avancés.

Telle est la tâche que la République s'était donnée et dont elle avait entrepris la réalisation.

Mais, me dira-t-on peut-être, vous avez persécuté la religion. Eh bien, tous ceux qui sont renseignés sur ce qui s'est passé en Espagne de 1931 à 1936 savent bien que la République Espagnole s'est montrée particulièrement respectueuse envers l'Eglise Catholique. Je vous assure qu'au moment où eut lieu la rébellion fasciste, il y avait en Espagne un plus grand nombre de prêtres et de couvents qu'avant 1931. Abstraction faite de la dissolution de la Compagnie de Jésus, jamais une église n'a été fermée ou violée par l'autorité républicaine. En 1936 le clergé continuait à toucher son salaire de l'Etat républicain.

Non, la République n'a pas persécuté l'Eglise ! Son premier Président, Alcalá Zamora, était un grand catholique. Pendant sa seconde étape, de 1934 à 1936, la République Espagnole a été dirigée par une majorité composée principalement de membres du Parti Catho-

lique dont l'administration n'a, certes, pas été exemplaire. Enfin, on a compté dans les prisons de Franco bien des prêtres basques et, je vous le rappelle, il y a parmi les exilés des intellectuels, des ouvriers, des paysans, mais aussi l'archevêque de Tarragone, le Cardinal Vidal y Barraquer et l'évêque de Vitoria, le Dr. Mugica.

Les partis républicains désirent tout spécialement que l'Eglise Catholique connaisse leur aspiration à rétablir en Espagne les bonnes relations qu'ils considèrent comme nécessaire pour la paix future de notre pays ; mais ils ne veulent pas que l'Eglise de Dieu, dont les fins sont spirituelles et permanentes, puisse être assimilée ou inféodée à un parti belligérant, quel qu'il soit, dont les aspirations sont temporelles et transitoires.

Je ne veux pas vous cacher qu'en 1936, lors de la rébellion fasciste, il y a eu une époque de terreur révolutionnaire commune aux deux zones belligérantes. Mais ce n'est pas la faute de la République. La responsabilité de ces troubles retombe tout entière sur ceux qui ont provoqué l'indiscipline de l'armée et de la force publique. Lorsqu'une révolution éclate il y a toujours une ère de terreur. En préparant, ces dernières années, à l'Université du Mexique, une édition bilingue gréco-espagnole de Thucydide, j'ai lu, dans un des livres du grand historien classique, la description d'une révolution qui eut lieu il y a 24 siècles à Corcyra. On y trouve tout ce qui est inhérent à toutes les révolutions, à toutes les guerres civiles : des crimes, des vengeances, des illégalités, des scandales et même des sacrilèges. Le mal, c'est de commencer une guerre civile, car elle dégénère toujours en révolution entraînant avec elle le fatal cortège des maux qui l'accompagnent.

Quant au Gouvernement de la République Espagnole, vous pouvez être certains qu'il a rétabli l'ordre, le respect de la personne humaine, l'autorité de la Loi, dès qu'il a été capable de réorganiser les forces de coercition dont il avait été privé par la rébellion franquiste. Par contre, à l'heure actuelle, la terreur continue de régner sous le régime de Franco, parce que le crime, l'immoralité et le sacrifice constituent le système permanent de tout Etat fasciste.

III

La République est la seule solution populaire du problème espagnol

Et je pose encore cette autre question :

Le peuple espagnol a-t-il, finalement, été déçu par la République et a-t-il, pour cette raison, appelé Franco comme Caudillo (Caudillo veut dire Fuhrer et Duce) ? Je ne veux pas répondre moi-

même, je laisse la parole à l'Assemblée Générale des Nations Unies qui, après la déclaration de Potsdam et de San Francisco, a condamné définitivement le régime franquiste, avec une admirable précision, dans l'accord du 9 Décembre 1946 :

« a) De par son origine, sa nature, sa structure et son « activité générale, le régime franquiste est un régime de « type fasciste établi suivant le modèle et, dans une large « mesure, grâce à l'aide reçue de l'Allemagne nazie de Hitler et de l'Italie fasciste de Mussolini.

« b) Au cours de la longue lutte menée par les Nations Unies contre Hitler et Mussolini, Franco, en dépit d'incessantes protestations alliées, a fourni une aide très substantielle aux puissances ennemis.

« c) Des documents irréfutables ont établi que Franco « a été un participant coupable, avec Hitler et Mussolini, « dans la conspiration pour déchaîner la guerre contre les « pays qui, au cours de celle-ci, devaient s'associer en tant « que Nations Unies. Cette conspiration prévoyait que la « participation de Franco à la guerre devait être ajournée « jusqu'à une date fixée d'un commun accord. »

Et l'Assemblée Générale ajoute « qu'elle est persuadée que le Gouvernement fasciste de Franco en Espagne, imposé par la force au peuple espagnol avec l'aide des puissances de l'Axe, et qui a apporté aux puissances de l'Axe, pendant la guerre, une aide effective, ne représente pas le peuple espagnol ».

Donc, s'il est vrai que la République Espagnole est le seul gouvernement légal, renversé par une rébellion fasciste qui a été encouragée, préparée et appuyée par l'intervention des Allemands et des Italiens, la rigueur du syllogisme et aussi la force de la morale obligent à tirer la conclusion qu'il n'y a d'autre solution juste au problème espagnol que de reconnaître la légalité du gouvernement républicain et de faciliter son rétablissement dans le territoire national.

Pour atteindre ce but, il ne suffit pas de dire aux Espagnols : « Débarrassez-vous de Franco ! » ; ce serait aussi inefficace que si l'on avait conseillé au peuple allemand de se débarrasser d'Hitler. Je pense qu'une action internationale concertée est nécessaire.

Les Espagnols ont fait et font encore tout ce qu'ils peuvent ; mais il leur manque une collaboration internationale qui soit quelque chose de plus efficace que la simple condamnation morale et platonique de Franco. Il s'agit, non pas d'une intervention de l'Etranger dans les affaires espagnoles, mais plutôt d'une « désintervention », — si l'on peut inventer un mot pour une nouvelle réalité — d'une désintervention, dis-je, puisque c'est une intervention étrangère qui a placé Franco au pouvoir.

La simple condamnation morale de l'O.N.U. a décidé Franco à envisager la restauration d'une espèce de royaume médiéval. C'est une preuve qu'à la moindre pression de la part des nations démocra-

tiques, Franco disparaîtrait sans douleur, sans offense et sans carnage.

D'autre part, les solutions proposées sans tenir compte de la volonté populaire — je parle d'une restauration monarchiste qui se ferait sans une consultation préalable du peuple espagnol — sont basées sur une ignorance absolue de la fermeté, de la droiture et de la fierté du caractère espagnol ; ce sont des solutions qui pourraient blesser son orgueil et le jeter à nouveau dans les voies de la violence.

Et ceci alors qu'il est si clair, si juste et si simple d'accorder au peuple ce qu'il désire et que le Gouvernement républicain est prêt à lui faciliter : une nouvelle consultation électorale libre de laquelle sortira, nous en sommes persuadés, une victoire républicaine catégorique. Mais dans le cas où notre foi nous tromperait, cela n'en permettrait pas moins une évolution pacifique vers d'autres formes politiques que, nous autres républicains, nous ne servirions naturellement pas, mais que nous aurions le devoir de respecter et d'accepter tant qu'elles seraient l'expression non-équivoque de la volonté souveraine du peuple.

Le Gouvernement républicain, fort de l'autorité inhérente à tout gouvernement issu de la légalité, fort de la volonté populaire qui l'assiste, s'opposera résolument à l'implantation arbitraire de tout autre régime, mais il est disposé à coordonner ses efforts avec les efforts de ceux qui sont décidés à précipiter l'effondrement du régime franquiste et à rendre à l'Espagne l'exercice de ses libertés démocratiques, en fonction desquelles le pays décidera de sa future constitution politique.

Voilà ce que, dans leur dignité, les républicains espagnols peuvent offrir ; voilà ce que le patriotisme peut attendre d'eux. Il n'est rien au nom de quoi on puisse nous demander de trahir la volonté de notre peuple et les milliers de héros qui ont donné leur vie pour l'Espagne et pour la République.

Ce n'est certes pas se montrer trop exigeants que de demander que soit accordée au peuple espagnol une opportunité que l'on ne refuse pas à d'autres peuples à peine sortis d'une vie élémentaire et primitive.

L'idéal de justice *l'exige*, la paix future du monde le réclame, car on ne peut laisser allumé ce foyer de fascisme peut-être sans danger momentanément, mais dont une étincelle pourrait, à un certain moment, déchaîner l'incendie sur l'Europe. Le prestige de la démocratie *l'exige* également, car il ne se base pas seulement sur la force des armes ou sur le pouvoir corrupteur de l'argent, mais avant tout — les hommes sont des êtres moraux — sur le respect du Droit et sur le culte de la Liberté et de la Justice.

Si la démocratie veut mériter vraiment la foi des peuples et éveiller leur enthousiasme, elle aura besoin de cultiver ses valeurs idéologiques, mystiques, si vous aimez mieux, les seules qui poussent les hommes vers les grandes tâches universelles et historiques. Et pour cela il est nécessaire que la démocratie se refuse à couvrir du

prestige de son étiquette la marchandise avariée des grands crimes du totalitarisme. Elle doit montrer, au contraire, par des réparations telle que celle que le monde doit à l'Espagne, que la démocratie est réellement une Cause noble, digne des millions de héros qui sont tombés sous ses drapeaux, convaincus qu'ils donnaient leur vie pour le bien de l'Humanité et du progrès.

IV

L'Espagne démocratique dans le système universel de la paix

D'AUTRE part, l'avenir de la démocratie dans le monde est lié au sort de la République Espagnole. Et je veux en expliquer la raison :

Nous vivons dans une époque où les activités humaines ont besoin d'être orientées dans des dimensions planétaires. Le temps est passé où le cadre national suffisait à contenir les aspirations et les besoins des hommes.

Jusqu'à il y a vingt-cinq ans, le monde se trouvait organisé sous le signe politique des Etats nationaux. La liberté des mers et la pratique du libre échange permettaient que les relations entre les différents Etats se développent dans une sorte d'anarchie heureuse troublée de temps en temps par une guerre qui, dans le pire des cas (comme celle de Trente Ans, celle de Succession ou celle de Napoléon I^e) s'étendait à la presque totalité du vieux et petit continent européen.

Mais, depuis vingt-cinq ans, les problèmes à résoudre se sont étendus à la terre entière et doivent être étudiés à l'échelle mondiale. C'est pour cela que je parle de l'ère planétaire.

Le monde essaye de trouver une organisation internationale qui lui permette de se constituer comme un tout dans un seul Etat, ou, à défaut, d'établir un équilibre universel de pouvoir établissant et assurant une loi qui régisse la planète entière. Nous nous trouvons dans une période de transition semblable à celle que présentait, dans la civilisation classique, l'Empire romain qui vint remplacer l'anarchie des cités autonomes de la Méditerranée. Nous connaissons maintenant un procès politique semblable à celui qui plaça sous le pouvoir des rois des fiefs et des municipalités médiévaux qui constituèrent, tout d'abord, des royaumes, et ensuite les nations modernes. A l'heure actuelle, le procès historique auquel nous assistons s'efforce de vaincre la règle nationaliste et de créer un système de caractère mondial. Il est à la page de parler de l'ère atomique ; il serait plus juste et plus réussi de parler de l'ère planétaire.

En 1914 et 1939, la structure du monde était la suivante : quatre grands empires économico-politiques se disputaient les centres de matières premières, les marchés et les points stratégiques pour les maintenir, le cas échéant, par l'action militaire ; entourant ces quatre colosses, la vieille Europe, divisée par les luttes idéologiques et les antagonismes nationaux, ne s'apercevait même pas que la présidence de la civilisation et l'hégémonie politique du monde s'échappaient de ses mains.

On était passé de l'ère coloniale à l'ère continentale sans que l'Europe s'en soit aperçue.

Les quatre grands empires desquels je veux faire mention étaient :

1. — L'empire anglais, discontinu et hétérogène, éparsillé dans les mers et les continents, lié par la puissance navale de l'Angleterre et maintenu moyennant la possession des points-clés des routes maritimes.

2. — L'empire euro-asiatique, d'un caractère continu et homogène, possédant des réserves naturelles et humaines immenses et des espaces géographiques très étendus, consolidé par la puissance militaire et l'hégémonie politique de Moscou.

3. — L'empire nippon, semblable, dans sa structure, à celui de l'Angleterre, aspirant à la domination de la Méditerranée asiatique et orienté vers l'organisation d'une Grande Asie constituée par tout le peuple jaune sous l'hégémonie du Japon.

4. — L'empire américain qui aspirait, et qui a réussi en grande partie, à réaliser l'unité du nouveau continent sous la tutelle financière et économique des Etats-Unis.

Au milieu de ces quatre colosses, la vieille Europe n'avait pas réussi à se fédérer dans une structure politico-économique qui eût assuré sa fonction directrice de la civilisation moderne. Un proverbe latin dit que Jupiter rend déments ceux qu'il veut perdre, *quos perdere vult deus dementat prius* ; eh bien, la folie qui annonçait pour l'Europe une destinée de perdition, c'était l'idéologie du nationalisme exalté, la folie nazie de l'Allemagne, la folie fasciste de l'Italie, la folie phalangiste de l'Espagne, la folie légionnaire de Vichy ; idéologies néfastes et maudites qui ont eu pour résultat de rendre incompatibles entre eux tous les peuples de l'Europe et de diviser à l'intérieur toutes les nations en fractions irréconciliables. C'est-à-dire : guerre extérieure et guerre civile en même temps sur tout le vieux continent, guerre qui a été résolue moyennant l'occupation de l'Europe par les armées des trois grands empêtres vainqueurs, l'Angleterre, la Russie et les Etats-Unis.

Maintenant, depuis la guerre de 1939-45, sur les quatre grands empêtres, les deux discontinus et insulaires (Angleterre et Japon), sont devenus les satellites des deux colosses continentaux, l'Amérique, et la Russie ou Eurasie. En Orient, de nouveaux centres de puissances qui, un jour pas très lointain, pèseront sur les destinées de l'Humanité, se dessinent déjà : la Chine, avec ses 600 millions d'habitants ; l'Inde, avec près de 400 millions, et l'Islam, aujourd'hui

convulsé et révolté, dont la force vitale annonce déjà un éveil terrible.

Pour le moment, les deux centres ou pôles de la puissance du monde sont l'Amérique et la Russie. L'Humanité a devant elle deux chemins qui mènent à des destinées contraires : l'un, qui par malheur prime dans les soucis intellectuels des hommes, c'est-à-dire le maintien d'un équilibre instable de puissance basé sur l'antagonisme économique, politique et militaire de l'Orient et de l'Occident ; l'autre, celui qu'à mon avis nous autres, démocrates et habitants de l'Europe, nous devons défendre : l'organisation d'un Etat de Droit Universel dans lequel puissent être résolus ces antagonismes.

Le premier chemin conduit fatallement à la guerre, où la pauvre Europe devrait être, nécessairement, le champ de bataille où s'entrechoquerait avec une violence atomique les rivalités et la puissance des deux mondes. Ceux qui ont pris parti pour l'un ou l'autre des protagonistes de cette future tragédie universelle ne doivent pas se faire d'illusion ; une guerre de continent à continent serait longue et terrible, elle provoquerait une sanglante discorde civile dans les zones d'influence des deux fractions, ce qui la rendrait encore plus inhumaine et plus haïssable, et elle ne prendrait fin que par la ruine du monde entier et par la misère et la dissolution universelles où s'égaliseraient les vainqueurs et les vaincus, au cas où il y en aurait.

Nous, les hommes libres de l'Europe, nous pouvons empêcher ceci si, au lieu de nous ranger comme les vassaux de l'un ou l'autre maître, nous réussissons à créer une conscience européenne, une pensée européenne, un système européen basé sur les valeurs éternelles de notre civilisation : la Liberté, la Démocratie, la Fraternité, la Justice et la Paix.

La vieille Europe garde encore un prestige et, si elle parvenait à s'organiser, elle aurait, en outre, la puissance nécessaire pour intervenir, comme arbitre ou comme juge dans la discorde présente, et pour présider à l'autre conception du monde qui ne manque pas de nombreux et bons partisans en Orient et en Occident : la réalisation de l'Etat Universel, dont la nécessité avait été proclamée par M. Wilkie lorsqu'il affirma « Un monde ou aucun », c'est-à-dire la paix dans un monde organisé, ou la ruine définitive de l'espèce.

Mais, pour remplir cette grande mission, il faut que la Démocratie récupère la foi en elle-même, aujourd'hui si faible et si tiède. Il lui faut dresser, face aux ambitions de domination des forts, d'une façon audacieuse et courageuse, l'idée de l'égalité des hommes et des peuples libres, qu'ils soient grands ou petits, mais libres. Car si les petits — qui sont les plus nombreux et les meilleurs — arrivaient à trouver dans les principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité la colonne vertébrale d'un système intégrant leurs intérêts communs et leurs activités, ils pourraient faire face aux grands et leur dire, de même que le disaient au roi les Espagnols des Cortes Aragonaises du Moyen Age : « Nous qui sommes autant que vous et qui, tous

ensemble, sommes davantage que vous », nous imposons l'ordre de la paix et la justice, meilleur système que les ambitions d'hégémonie impérialiste du monde.

V

Pour une nouvelle mystique de la démocratie, de la paix et de la liberté

L E monde doit choisir entre le despotisme universel et la République universelle. Telle est la grande bataille idéologique, la tâche magnifique de la génération présente, exploit qui exige des vocations apostoliques et un courage héroïque. Telle est la tâche dans laquelle nous autres, républicains espagnols, avons une place de choix réservée, car notre prestige comme mère-patrie de l'Amérique espagnole constitue l'un des éléments les plus estimables pour forger la démocratie future du monde. Plus avisé que les démocraties, le fascisme pensa établir une Espagne fasciste, qui servirait en même temps de pièce maîtresse et de pont vers l'Amérique pour l'ère du millénaire hitlérien. Les démocraties, par contre, ne s'aperçurent pas avant, et il semble qu'elles ne l'ont pas encore compris, que sans une Espagne démocratique, sans une Espagne républicaine, il ne peut y avoir ni paix ni démocratie universelles.

Nous attendons avec confiance qu'arrive l'heure de la réparation. De même que les citoyens d'un pays civilisé attendent que l'Etat les protège, les nations comprendront un jour que le pouvoir international a le devoir de protéger les droits de chaque peuple, non seulement contre les envahisseurs de l'extérieur, mais aussi contre les tyrans qui sont les envahisseurs de l'intérieur. La démocratie nationale est basée sur les droits de l'homme, honneur de la Révolution française. La démocratie mondiale devra se baser sur les droits des peuples, comme le signalait l'Abbé Grégoire dans l'enceinte de la Convention, et comme il a été promis aux hommes dans la Charte de l'Atlantique, oubliée quelque temps après et peut-être déclarée apocryphe.

Mais, si la démocratie veut devenir un idéal possédant une force mystique capable de pousser les hommes vers les grandes tâches historiques, elle devra avoir le courage de se solidariser avec les peuples opprimés, en les aidant à se libérer, avec la même décision dont font preuve les tyrans pour se soutenir les uns les autres. Le peuple espagnol, qui est un peuple désarmé et dominé, bien qu'insoumis, aura besoin de cette assistance de la démocratie internationale pour se dégager d'un système qui lui a été imposé par la coalition

mondiale des Puissances totalitaires, malgré une longue et héroïque résistance.

Nous remercions la France, nous remercions spécialement nos amis français de tout ce qu'ils ont fait pour la Cause républicaine. Ce sont de bonnes semences d'amour qui ne seront pas perdues, puisque l'Espagne est un pays romantique et sentimental qui saura répondre à l'amour par l'amour.

Je vous remercie, Mesdames, Messieurs, mes amis, et je vous dis :

Quand vous vous sentez heureux d'être un peuple libre, pensez toujours qu'il y a encore un peuple esclave, un peuple qui souffre, un peuple honnête et digne qui attend avec une passion désespérée que sonne pour lui l'heure de la Libération et de la Justice.

CAPITULO II

AYER

El templo derruida

HABIA una vez un templo maravilloso, con gruesas columnas de mármol, grandes arbotantes de piedra, bóvedas de crucería y caladas agujas ojivales que horadaban como una plegaria el firmamento.

Todos los fieles comulgaban en el culto común de la humanidad. No había otra imagen que un Cristo crucificado, en el altar mayor, ante el cual ardía perenne una lámpara.

El templo prosperaba maravillosamente y entre todos los creyentes cundían la paz, la virtud y el amor. Hasta que un día, un grupo de fieles consagró una capilla al santo de su devoción, e, imitando los demás su conducta, brotaron por todas partes santos, altares y capillas.

Pronto vino, con la diversidad de cultos, la rivalidad entre los devotos, y los pequeños santos comenzaron a ostentar ofrendas votivas, joyas y adornos costosísimos, mientras el Cristo del altar mayor, clavado en su tosco leño de cedro, aguardaba en vano preces que jamás llegaban. Y es fama que se apagó, por falta de aceite, su lámpara.

Alguién advirtió que, atento cada grupo de fieles a su santo y a su capilla, comenzaba a desmoronarse el templo de todos ; mas cuando lo dijo, le contestaron : « ¿ Como puede ser si mi santo tiene cada vez más devotos y su capilla ostenta cada día más ricas ofrendas ? ».

Y nadie le hizo caso.

Pasó el tiempo, vinieron lluvias y vientos. Fueron agrietándose los muros y pulverizándose los cimientos, y un buen día sopló un viento fuerte que derrumbó el templo, sepultando entre el polvo y las piedras de su ruina a todos los pequeños santos de las capillas, con sus devotos, sus milagros y sus ofrendas.

No nos ocurra a nosotros como a los fieles del templo derruido, que, preocupados con nuestros partidos, sectas o doctrinas, olvidemos el templo común de la República, que es el hogar de todos los hombres libres de España !

Levantemos nuestro corazón por encima de las menudas rencillas personales y de los doctrinarios de secta, y aunemos nuestra fe en torneo a la libertad y a la justicia, que son los únicos dioses eternos a los que rinde adoración el culto civil de la democracia republicana !

(De un discurso pronunciado en Valencia, en marzo de 1933).

El desequilibrio de la República.

ANTES de la Revolución, correspondía a la aristocracia la función recia de la sociedad, no porque nadie le hubiese otorgado semejante privilegio, sino porque entonces su mayor disciplina y ejemplaridad le permitía privar sobre las demás clases. La aristocracia disfrutaba el Poder político y la hegemonía económica como consecuencia de su mayor vigor moral.

Más tarde, apartándose la aristocracia de sus propios dominios, se hizo cortesana, se entregó a la molicie y al vicio, e incrementó el lujo a costa de la virtud. Mientras tanto, iban el artesanado y la pequeña burguesía desarrollando las virtudes propias de su clase, a medida que conquistaban cierta capacidad económica y cierto rango social. Un día, el estado llano, virtuoso, acometió a la aristocracia corrompida, y, desplazándola, se apoderó del poder de la riqueza. Y así fué la revolución de la democracia.

Durante más de un siglo ha venido disfrutando la burguesía de su posición permanente. Era la clase más dinámica, vigorosa y coherente, y, como consecuencia de ello, la más capaz en lo político y la más poderosa en lo económico. Cuando con perspectiva de siglos, olvidamos ya los rencores de la lucha social, pueda verse a distancia la gran revolución llevada a cabo por la burguesía, entonces se hará justicia a su obra. La burguesía, en vez de aplastar a sus clases rivales, como lo hicieron los demás, incluso el proletariado, practicó el humanitarismo generoso del que dan muestra por una parte las libertades democráticas, y, por otra, la difusión de la enseñanza pública, gracias a lo cual elevaron su condición las masas proletarias y se capacitaron para ascender por la ruta de sus gloriosos destinos. Pero de eso escribiremos otro día.

Lo que interesa recordar hoy es el acontecimiento histórico que para la política contemporánea representa la decadencia de la burguesía y la exaltación del proletariado. En ninguna parte del mundo aparece tan evidente este acontecimiento como en España.

Las gentes medias suelen quejarse de la gran acometividad y empuje de las masas. Estas lo arrollan todo, lo levantan y lo derrumban, según sopla el viento de su histerismo colectivo. Pero la realidad es que en el panorama de nuestra patria, junto a una aristocracia insensata y anacrónica, frente a una burguesía acobardada e incoherente, no descuelga otra fuerza social viva, sensible e impetuosa, que el proletariado. Y esa es la causa del desequilibrio de la República.

El proletariado aspira, combate, acomete, se dignifica y se eleva. Y hace bien. Es su deber y su destino. Los que no cumplen con su deber son los demás ciudadanos.

Las clases medias, la pequeña burguesía, son los más — cosa que algunos ignoran — y constituyen la columna vertebral de la sociedad. Ellas son la iniciativa, la empresa, la organización, el cerebro de la vida económica. Nadie les supera en espíritu de sacrificio, en el celo profesional, en amor al trabajo. Los comerciantes, los agricultores, los industriales, las profesiones libres, viven en un perpetuo servicio social, sin limitar las horas ni la intensidad de los esfuerzos. Ellos crean el trabajo, abren las rutas de la producción, distribuyen la riqueza, descubren los mercados, vitalizan la economía. Sin ellos, la naturaleza esperaría en vano a los brazos creadores del hombre, y el trabajo ocioso ignoraría la manera de transformar la naturaleza a fin de que sean abastecidas las necesida-

des humanas. Suprimiéndolos, faltaría el puente que relaciona la producción con el consumo para completar el ciclo obligado de toda actividad económica.

Pero ellos, que son trabajadores también, no sólo por oficio, sino además por vocación ; ellos, constituyen una clase social que ha perdido la noción de su dignidad, de su deber, de su destino. No sienten su misión colectiva. Aparecen divididos y recelosos. Gozan el mal ajeno más que disfrutan el bien propio. La envidia, la rivalidad y la apatía presiden sus procesos espirituales.

Ah, si la República hubiera contado con una clase media de otro tono y otro espíritu ! Cuánto más fácil y gloriosamente no habría cumplido su gran destino nacional !

El empuje del proletariado habría servido entonces de acicate, sin constituir unas veces un peligro, otras una regresión en la ruta de la libertad. Las clases medias serían el bloque de fuerzas sociales que afirmarían la estabilidad del régimen democrático ; serían la gran ciudadanía militante de los partidos republicanos. Y a su derecha, los restos de la antigua aristocracia — clero, nobleza, capitalismo — actuarían de freno, mientras que a su izquierda las fuerzas obreras organizadas picarían espuelas, incitando a galopar entre la gran polvareda de la Historia.

En vez de actuar decididamente, llena el alma de ideales de patria, libertad y creación, la pequeña burguesía permanece unas veces apagada, impulsada otras hacia el aplastamiento del proletariado bajo un régimen de violencia, en vez de realizar la afirmación de su propio ser, que es la democracia y la República.

Ignoro si el mal tendrá remedio. Lo que si sé es que de ello depende el equilibrio del régimen. Y lo que desde luego afirmo es que sólo encontrando su propio ideal podrá salvarse la burguesía española de la ruina política y económica. El fascismo es también un sistema estatista y colectivista, en el que los ideales económicos de las clases medias naufragan y perecen. La salvación de las clases medias está en la democracia republicana, en la libertad, en el humanismo. ¿No llegan a comprenderlo así ? Peor para ellas. No se quejen luego si el proletariado las desborda o el fascismo las aplasta, porque su ruina será la consecuencia de no haber sentido su destino ni haber cumplido con su deber en una hora solemne de la Historia de España.

(2 de julio de 1936).

Defensa del ideal democrática

ESTA de moda decir que la democracia ha fracasado y yo os afirmo que la democracia no puede fracasar, porque es un principio eterno de la organización de los pueblos. Desde los orígenes de la humanidad los pueblos se organizaron de dos maneras : según que predominasen los sentimientos del odio o del amor. Si por la violencia, por el odio, el régimen se llama dictadura ; si por el amor, por la fraternidad, el régimen se llama democracia. Eternamente, desde que hay humanidad, pugna el amor contra el odio, el derecho contra la fuerza, la democracia

contra la dictadura. Unas veces, la democracia se corrompe y la sociedad busca la salvación en la dictadura ; otras veces, la humanidad se harta de sufrir pacientemente las violencias del despotismo y busca la salvación en la democracia ; pero mientras animen los sentimientos de solidaridad y amor en el corazón de los hombres, el principio de la democracia, será un fundamento esencial de la sociedad civilizada.

...La democracia desaparece, mejor dicho, la fe de los pueblos en la democracia desaparece por dos géneros de motivaciones ; o porque la democracia carece de virtud o porque carece de eficacia. Entonces la humanidad busca su salvación en otros regímenes, hasta que, cansada de ellos vuelve otra vez al cauce normal de la libertad. Virtud y eficacia : esa debe ser nuestra preocupación, si queremos hacer una República que se establezca y dé permanencia en nuestra nación al régimen democrático.

...Esta fué, y será la afirmación fundamental del Partido de Unión Republicana en su vida interna y en su actuación en la vida nacional : Democracia.

Cuando unos dicen : « Dictadura roja para imponer por la violencia el progreso » ; nosotros replicamos « Democracia, para implantar por el amor y la fraternidad y la justicia el progreso de la humanidad ». Y cuando otros afirman : « El Estado carece de organización, los principios de disciplina se corrompen, la sociedad española se derrumba » y añaden : « Impongamos una dictadura de fuerza y privilegio para ahogar esa emoción de la vida del pueblo que quiere surgir a modalidades nuevas de existencia », cuando dicen : « Dictadura del fascismo », nosotros gritamos : « Democracia ». También la Democracia es generadora del orden y la disciplina, porque entonces la autoridad no actúa por el capricho ni por la fuerza, sino por la ley, y apoyándose en la voluntad soberana del pueblo. Y por ser más recta la autoridad ya que es más legítima en su origen, puede con más títulos y más eficazmente, vencer la indisciplina de la sociedad.

(Párrafos del discurso pronunciado el 24 de junio de 1936, en el Congreso Nacional de Unión Republicana, en Madrid.)

Por la paz de España

El panorama social y político del país no puede ser más inquietante para todo el que sepa remontarse por encima de sus pequeñas ambiciones de partido, grupo, clase o secta, hacia la atalaya de un panorama nacional, para todo el que sepa sentir a España como una realidad palpitante y dolorosa en su conciencia de patriota honrado.

Ese panorama es — hoy en el aspecto moral, mafiana en sus efectos materiales si todos no prestamos los sacrificios imprescindibles para evitarlo — la guerra civil y social de nuestra patria. Y ésto, para el propietario embrutecido de egoísmo o para el proletariado fanatizado de odio podrá ser una oportunidad magnífica de imponer el uno, su dictadura de hierro, el otro su despotismo de sangre ; pero para el ciudadano español normal, para el patriota que sienta a España como un ideal eterno de creación, de sacrificio y de gloria, ¡ ah !, para ese ciudadano español es una preocupación inmensa, una responsabilidad agobiante un dolor íntimo que le derrite en lágrimas la conciencia.

Observando el conjunto de factores que concurrieron a crear esta hora adversa de nuestra historia advertimos que la causa del mal es sólo una, en apariencia leve, en sus efectos terrible : la causa es que la mayoría de los españoles no sienten el ideal de patria. Las gentes propenden a imponerse sobre la nación, a matar la libertad, ahogando en su raíz el sentimiento de la Patria.

...Si hubiera ideal de nación española, si existiese el ideal de pueblo, es decir, si hubiera respeto a las libertades públicas y acatamiento a la soberanía nacional. ¿ Cómo se plantearían los problemas políticos que turban el problema del país ? Todos estos problemas se reducen a uno solo : Ansias de imponer al pueblo el gobierno de un sector, clase o partido determinado, es decir, burla de la voluntad nacional, desacatamiento de su soberanía, carencia en una palabra del ideal de nación.

Las discordias contra la nación

En resumen, afirmo que no existen motivos suficientes para esta discordia civil que se ha planteado en España, desde el punto de vista religioso. Mas os digo, conviene a todos encontrar la libertad y mútuo respeto que nos permita vivir fraternalmente como españoles, a los unos porque sin fraternidad humana toda la religión es mentira ; a los otros porque sin sentimientos humanitarios en el alma los más avanzados ideales se convierten en atavismos de nuestra ascendencia animal que todos llevamos a flor de conciencia, velada apenas por una frágil coraza de civilización y cultura.

Hay que tener el valor de decir a los librepensadores y a los creyentes que la patria lo es de todos y que las conciencias de todos tiene que amparar ; que la blasfemia, la irrespetuosidad para las creencias de otros, el prurito de hurgar en lo sensible de la conciencia ajena, no es libertad, ni radicalismo, ni religión ni signo de avance revolucionario, sino despotismo, ineducación, brutalidad y grosería.

En la última campaña electoral atravesando las pendientes que conducen a las tierras montañosas de Ayora y Villar del Arzobispo en Valencia, me detuve en un mesón del camino. A requerimiento de algún amigo mío, la mesonera manifestó que en las elecciones inmediatas votaría por las derechas « porque los republicanos van contra la religión ».

Le respondimos que no había tal cosa, que había personas muy católicas y muy republicanas y, en cambio, que había muchos derechistas y reaccionarios sin otra conciencia que su bolsa ni otro Dios que su dinero.

— Yo no sé, replicó la mesonera, si será como ustedes lo dicen ; pero el año pasado se murió una hija mía y se la llevaron como si fuera una bestia, sin que me permitieran siquiera ponerle una cruz sobre su caja.

Sin duda el alcalde del pueblo, izquierdista de última hora que probablemente llevaría cirio en los tiempos de la dictadura, había abusado de su autoridad imponiendo medidas de intrasigencia cerril que ni las leyes republicanas ni el laicismo autorizan. Y aquél fanático de la izquierda (y mil como él hay en España), infirió, a la República mayor daño que todas las propagandas realizadas por los monárquicos en aquel pueblo de la montaña.

Y esta anécdota me lleva como de la mano al recuerdo de otra seme-

jante. Era en tiempos de la dictadura. Un anciano campesino de Musers, librepensador, lector asiduo de los Evangelios, de los cuales llevaba siempre un ejemplar debajo de la blusa, había sufrido la pérdida de un hijo que a la hora de morir manifestó el deseo de ser enterrado civilmente. Aun conservo la carta en que el pobre anciano me relataba este episodio de su vida. El cura del pueblo se opuso a que se cumpliera la última voluntad de su hijo. Intervinieron las autoridades, el Juez, la Guardia civil. Hizo resistencia el anciano.

— ¿Voy a permitir, le decía violentamente el cura, que tu hijo no sea enterrado en tierra santa? »

— Toda la tierra es santa, replicó el buen labrador, con un profundo sentido de religiosidad, demasiado sutil para que un cura montaraz y fanático lo comprendiera. Era la hora del atardecer. La Guardia civil llevó el cadáver al cementerio católico y así fueron brutalmente pisoteados los sentimientos librepensadores — que también son religiosos — de aquel anciano campesino, asiduo lector de los Evangelios.

Ved ahí dos ejemplos similares de brutalidad, de intransigencia, de fanatismo. Pensando en ellos he dicho alguna vez que los españoles no deben ser clasificados en católicos y librepensadores, derechas e izquierdas, socialistas y burgueses. No; la verdadera clasificación fundamental es ésta; hay dos clases de españoles, los cerriiles y los civilizados. De ambas clases los hay en todas las banderías, sectas y partidos. Lo que hace falta es que la conducta de las colectividades no esté determinada, como suele, por la opinión de los cerriiles, sino que en todos los campos se invoque el criterio tolerante, flexible, humanitario, correcto y sentimental de los españoles文明izedos.

...En el fondo de este problema encontraremos que la raíz del mal, es la falta de un ideal amplio de nación. En esa hiperestesia del individualismo celtíbero, todos los grupos ideológicos del país propenden al deseo de imponer violentamente sus propias convicciones porque todos se sienten a sí mismos, pero ninguno siente la colectividad nacional. Ahora bien, la Patria, la Nación, sólo es posible cuando en las conciencias existe la voluntad de vivir en un medio común de tolerancia, libertad y respeto, de donde nazca la sensación de que la patria es una madre buena de todos los españoles en cuyo seno se puede dormir apaciblemente el alma para soñar en los destinos trascendentes y gloriosos que la divinidad le tiene reservados y para volar, cada alma sobre sus propias alas, por el éter de la inmensidad en donde Dios sostiene entre sus manos invisibles el ser de todas las cosas y de todos los mundos para que no se derritan en el polvo cósmico de la nada.

(De un discurso pronunciado el 4 de marzo de 1934, en Salamanca).

CAPITULO III

MAÑANA

Deberes y posibilidades de los Partidos republicanos en el inmediato futuro de España

A MIGOS y correligionarios :

Antes de que terminen las deliberaciones de esta Asamblea, que ha sido modelo de eficacia y de elevación, quiero presentar una propuesta no para que se delibere y acuerde sobre ella, pues las tareas han sido muchas y un nuevo debate causaría fatiga y hastío, sino para que sea incorporada a las actas, como documento anejo a las mismas, por si un día se considera oportuno recogerlo y publicarlo con las enmiendas que parezcan pertinentes.

Esta proposición fué ya presentada al Comité Ejecutivo Nacional y a la Asamblea del Partido de Unión Republicana en México, y aprobada por unanimidad, tras fructuoso debate que contribuyó mucho al mejoramiento del texto. La motiva una necesidad que a mi juicio se declara cada vez con razones más apremiantes : recordar al pueblo español, a la emigración política y aun a la opinión internacional, el auténtico matiz y carácter de nuestro Partido, liberal, democrático y republicano.

La promiscuidad impuesta por las colaboraciones políticas, antes y después de la guerra y durante el destierro, ha desdibujado necesariamente los perfiles propios de cada uno de los colaboradores. Los demás han solidado salvar su propia personalidad política o social en cuantas ocasiones lo creyeron oportuno, algunas veces sin mayores consideraciones para los compañeros de camino ; nosotros, por un exceso de miramiento que ni se advierte ni se estima, hemos guardado siempre silencio, dando con ello lugar a que se pueda pensar que, o no significamos nada en el área ideológica del país, o que nos avenimos a supeditar nuestro destino al de otras fuerzas que ocasionalmente representaron zonas más amplias de opinión pública.

Ciertamente, nosotros no hemos puesto nunca vetos a personas ni a Partidos que estuvieran situados más a la derecha o más a la izquierda, nunca más adelante que nosotros, pues que la vanguardia de la civilización y del progreso no está representada por los extremismos. En política, es el ideal de libertad y dignidad del hombre la piedra de toque de los verdaderos avances ideológicos, y nada hay más allá de quienes pugnan y practican los principios del hombre libre y del pueblo soberano.

Algunos de los aquí presentes recordarán haberme oido hace ya muchos años decir que el progreso de las ideas no es una cuestión de longi-

tud en el tiempo, sino de elevación moral en la conciencia. El progreso no es una linea recta. Sólo elevándose amplía el hombre los horizontes de su ideal. Como el viajero que asciende a lo alto de la montaña, ve dilatarse ante sus ojos el panorama del universo. Las cosas que cuando estaba en el llano le parecían gigantescas, se le muestran ahora pequeñas, diluidas en la amplitud infinita del panorama. Cuando pisa la cumbre, el horizonte alcanza su mayor amplitud; pero si entonces prosigue su camino y avanza, comienza a descender por la opuesta vertiente de la montaña, y cuanto más avanza, más se le estrecha el horizonte, hasta que vuelve a encontrarse otra vez en el llano, sin elevación ideal alguna, a fuerza de haber ido lejos. Así en la cima del progreso resplandecen la libertad, la justicia, el derecho, la convivencia social y la fraternidad humana, y a uno y otro extremo de la cumbre, en opuestas vertientes, pero al mismo nivel, se dilatan el despotismo negro de la tiranía y el despotismo rojo de la demagogía, hijos ambos de la intolerancia, del odio y del miedo.

Dicía que nunca hemos puesto vetos personales o partidistas. Hubiéramos preferido, es verdad, actuar y gobernar con nuestros propios principios y maneras, que los creemos los mejores y los más adecuados a la realidad española; pero nunca hemos contado, ni ha contado nadie en los escasos años de normalidad republicana, con una fuerza representativa suficiente para tomar a su cargo la gobernanza del país. El Gobierno democrático es siempre transigencia, pues que la democracia es gobierno del pueblo; no de la mayoría, entiéndase bien, sino del pueblo; ni es lícito confundir la facultad decisoria que en las democracias se atribuye al mayor número, con el ejercicio de la soberanía que es patrimonio uno e indivisible de la nación entera. Había de poseer un partido fuerza mayoritaria suficiente para decidir por sí solo, y todavía su Gobierno no sería una democracia si menospreciaba a los demás ciudadanos y partidos. Hitler no obtuvo totalitariamente el poder hasta que hubo logrado una mayoría absoluta de sufragios y representaciones en el Reichstadt; y no por eso fué su Gobierno una democracia, porque la democracia es — ya lo enseñaba hace veintitantes siglos Aristóteles — « contar con todos para el gobierno de la cosa pública ».

Por eso, porque tenemos esta concepción democrática, hemos aceptado y aun buscado la inteligencia, la convivencia, no ya republicana, sino nacional. Nosotros no hemos cerrado nunca el área del régimen a quienes aceptasen vivir dentro de la ley común, que es la Constitución republicana; ni siquiera hemos regateado los derechos que como individuos o colectividades disfrutan en un régimen liberal los que no comulgan con la Constitución vigente. Tienen sin duda el derecho a pensar de otra manera, y el deber de aspirar a que la ley sea modificada; lo único que se les exige es que la acaten mientras sea la ley, y que procuren reformarla por procedimientos legales y pacíficos, puesto que el camino de la reforma les está abierto en la Constitución misma.

Nosotros no hemos necesitado como los extremistas de la izquierda vernos derrotados y en el destierro para descubrir que los españoles tienen que aprender a convivir en una misma patria, aunque sean diferentes sus ideas; tampoco ha sido menester, como los extremistas de la derecha, una guerra cruel y varios años de implacable tiranía, para aprender que media España no puede exterminar a la otra media. Si hubo en la República la viciosa práctica de los vetos personales o colectivos que precipitaron a los hombres y a las fuerzas políticas a situarse por desesperación fuera de la ley, la responsabilidad recae totalmente sobre los leaders y sobre los partidos que se muestran ahora — ahora que llevamos diez años de guerra, derrota y exilio —, más propicios a toda

sueerte de de arreglos y *conllevancias*, por decirlo con el nuevo eufemismo que ahora se emplea para decir lo que antes se llamaba contubernios o claudicaciones.

Tampoco ahora ponemos vetos; sólo exigimos, como exigíamos, que los pactos y las conductas sean claros; para fines concretos y con plazos limitados. Entre personas decentes se supone la lealtad, y nosotros no hacemos a nadie la ofensa de recelar que pacte compromisos para tracionarnos. Mas esta decisión de procurar y aceptar toda suerte de alianzas y colaboraciones, siempre que sean morales, con programas claros y precisos, impone la convivencia de que periódicamente recordemos lo que en realidad somos; es decir, que revisemos nuestro programa y nuestras tácticas.

La exigencia es hoy mayor que nunca; porque tras los años de guerra, exilio y esclavitud, el pueblo español necesita saber lo que cada cual es y representa, para que pueda optar con conocimiento de causa. Por eso he propuesto y reitero la conveniencia de que hagamos hoy una declaración para el interior y para la población refugiada, donde se expongan nuestros principios y nuestra conducta política. El texto que propongo, con las modificaciones con que lo enriquecieron las enmiendas del Comité Ejecutivo Nacional y de la Asamblea de U.R. en México, no pretende ser otra cosa que un proyecto, susceptible de reforma y mejoramiento. En lo único que hago hincapié es en la necesidad, y aun en el aprecio, de la declaración. He aquí el texto :

Mensaje de Unión Republicana en el exilio a la opinión española

« Desde que se constituyó esta agrupación política, tuvo y practicó el inquebrantable propósito de servir a la democracia republicana, acatando con escrupulosidad las leyes, Instituciones y autoridades legítimas de la nación española, y despertando al amparo de las libertades constitucionales el culto popular de la libertad, la paz civil y la tolerancia, virtudes sin las cuales no fué nunca posible el ejercicio de la democracia.

« Procuró U. R., antes de 1936, aunque en vano, desarmar el odio de facción y la lucha social, con la aspiración no lograda de ahorrar a España la experiencia siempre ruinosa de una guerra civil. Tiene la certidumbre de que, sin la abominable rebelión monárquico-falangista, incubada, alentada, ayudada y al cabo impuesta por las armas del totalitarismo extranjero, la discordia nacional se habría aplacado y el país habría emprendido una era de progreso, justicia y prosperidad, por los cauces pacíficos que le brindaban las libertades democráticas.

« Durante la guerra de 1936-39, U. R. se incorporó con todo su esfuerzo material y con su gran prestigio moral a la causa del pueblo que luchaba con heroísmo por nadie superado en defensa de su soberanía y contra la intervención, hoy universalmente reconocida y proclamada, de las armas extranjeras. Vencida al cabo la República, ni uno solo de nuestros hombres sintió desmayar sus fervores patrióticos ante

« los pelotones de ejecución, en las cárceles de España, en los campos de concentración de Europa y África, y en las penalidades y miserias del destierro.

« Desde que los más afortunados de sus militantes lograron cruzar la frontera para emprender los ásperos caminos del exilio, U. R. proclamó su fe inquebrantable en la pervivencia legal y moral de la Constitución vigente y de las Instituciones al amparo de la misma emanadas por la voluntad popular : el Presidente de la República, el Parlamento y el Gobierno a quien instituye el nombramiento del Jefe del Estado y mantiene la confianza y asistencia de las Cortes. Solos a lo primero en esta posición constitucional, la fuerza misma del principio fué ganando poco a poco a la emigración toda, hasta que en fecha memorable y gracias a la generosa hospitalidad de la nación mexicana y a la protección del noble caballero que la presidía — General de División don Manuel Avila Camacho, — las Instituciones republicanas recobraron efectivamente una vigencia que en derecho jamás habían perdido ni renunciado.

« Constituido el Gobierno republicano en el exilio, U. R. consideró que su obligación era posponer las aspiraciones programáticas e ideológicas de Partido para consagrarse todas las energías a la primordial necesidad de recobrar la libertad y la patria. Tal es la única y suficiente razón de que U. R. no se haya considerado incompatible con ninguna colaboración y estime honrosa la de todos cuantos hombres, organizaciones o partidos proclaman su acatamiento a las leyes, Instituciones y autoridades legítimas de la República española y manifiesten estar dispuestos a luchar infatigablemente para devolver a España su independencia política y al pueblo el ejercicio de sus libertades y derechos.

« En estos términos y para tales fines concretos U. R. está dispuesta a colaborar incluso con los partidos que más se alejan de sus propios principios, sin exigir a los demás ni ofrecer por su parte claudicaciones ideológicas ni dependencias de carácter permanente en el área nacional o en el campo de las zonas de influencia internacionales. Entiende, eso sí, que una alianza de tal linaje obliga a la lealtad mutua de los aliados entre sí y de todos con la patria, y supone el compromiso, tácito o expreso, de que una vez rescatada la República y consultada la voluntad nacional, todos se someterán al fallo de la misma, tanto si les es favorable, como si les fuere adverso, renunciando de antemano a cualquier acción subversiva y violenta para asaltar el Poder, y acatando como autoridad legítima la que el pueblo elija por los procedimientos señalados en la Constitución y en las leyes de ella derivados.

« Ante la susodicha aspiración substancial e inmediata, toda otra suerte de consideraciones personales, parciales y aun ideológicas, nos ha parecido y parece deseable y secundaria, pues que la reconquista de la Patria y de la República es el antecedente obligado de cualquier actividad social o política. Pero ello no implica, repetimos, que U. R. haya renunciado a ninguno de los ideales, principios y tácticas que justificaron su aparición en el área política de España; antes al contrario, hoy más que nunca creemos representar una concepción del Estado y unas maneras tácticas de que nuestra patria puede esperar días de paz, justicia, prosperidad y progreso, y estamos seguros de contar con la adhesión fervorosa de inmensos sectores de la opinión pública.

« Concebimos a España como unidad permanente e indisoluble de pueblos libres a quienes la historia unió y la propia voluntad mantiene

« vinculados a un común destino ; y al Estado, como una integración orgánica de municipios, comarcas y regiones, autónomos para administrarse en el área de su competencia.

« Entendemos que la Sociedad es una armonía de instituciones, clases e intereses solidarios entre sí, y aspiramos a que los inevitables conflictos y antagonismos de sus partes se resuelvan en justicia por medios pacíficos y civiles, supeditando todo otro interés al supremo de la nación, cuyos fines permanentes son más excelentes e importantes que los singulares o parciales de los individuos y de las corporaciones todas.

« Propugnamos el sistema democrático, no sólo en cuanto otorga periódicamente a la mayoría del pueblo la función directiva de la cosa pública, sino también en cuanto asegura los derechos individuales y garantiza a las minorías el respeto para desenvolverse dentro de la ley, siempre que no representen una amenaza de agresión contra el resto de la sociedad y que sus fines no sean privar a los demás ciudadanos de sus libertades y derechos.

« Creemos hoy más firmemente que nunca, porque así lo demuestran recientes experiencias, que no hay prosperidad económica sin libertad de iniciativa privada y sin espíritu de empresa, y consideramos que todas las medidas que, en el mecanismo de la justicia social, propendan a entibiar, encadenar o estorbar la acción creadora de la empresa privada, redundan al cabo en mengua de la riqueza colectiva y se traducen en mayor miseria y esclavitud de las clases trabajadoras. La nacionalización de las fuentes naturales de riqueza o la socialización de ciertos servicios de carácter público y general tienen que ir acompañadas de garantías suficientes para promover en las demás actividades económicas la iniciativa individual y particular que es la que en definitiva desubre, crea, conserva y organiza los bienes económicos de que se beneficia la sociedad toda. El empresario no es en economía un parásito social, sino un elemento propulsor y organizador, cuyas funciones no han acertado a sustituir con ventaja en ninguna parte las burocracias administrativas de los Estados.

« Las clases medias son todavía en España las más numerosas, tanto en la vida rural como en la ciudadana, constituyen la columna vertebral del país y representan en todos los tiempos y lugares el fundamento estable de la democracia. Por eso U. R. aspira a mejorar su condición social y económica y a promover su ensanchamiento, facilitando mediante una serie bien estudiada de leyes e instituciones la ascensión a la clase media de los asalariados que posean la voluntad y la aptitud para desempeñar las funciones sociales propias de aquélla.

« U. R. reconoce y proclama, por justicia y por humanidad, los deberes que el Estado y la sociedad tienen para con los obreros, empleados y dependientes ; lleva en sus programas y estudio en sus asambleas de Partido la organización de un sistema de seguros y leyes sociales que ofrezcan a todos los ciudadanos las condiciones de una existencia digna, y a los trabajadores un mejoramiento constante de su economía, de su cultura y de su capacidad profesional. Lo que U. R. no practica ni está dispuesta a secundar es la demagogia proletarizante — enfermedad ideológica de nuestro siglo de la que son monstruosos engendros los sindicatos azules y verticales del falangismo y las corporaciones del fascismo — ; demagogia proletarizante que, adulando sin fre-

« no a las clases obreras y cultivando en ellas el rencor y la envidia, las envilece en vez de ennoblecidas, las esclaviza en vez de liberarlas, y las convierte para el resto de la sociedad en la amenaza de una nueva forma de despotismo sindical, no menos repugnante, abusivo y reaccionario que aquellos otros — como el clericalismo, el militarismo o el capitalismo — contra los que hubo que reñir cruentas batallas la conciencia liberal del siglo XIX »

« Queremos la República para hacer de España una nación grande y prestigiosa, poseída de su gran destino universal y con alientos bastantes para cumplir en el mundo moderno las altísimas funciones que le exigen su historia de pueblo civilizador, su posición geográfica de país occidental y europeo, y su rango, no ya de corona de un imperio imposible que pasó para no volver, sino de algo mucho más permanente y estimable : el ser cuna y antorcha de la civilización hispánica. »

« Sólo la República democrática y liberal puede ofrecer a España la ocasión y los estímulos que necesita para ponerse nuevamente en pie sobre la calzada de su gran destino histórico ; por eso U. R. renunció ayer y pospone hoy, de momento, toda otra aspiración a la primordial de establecer las instituciones democráticas en nuestro país y de reconquistar las libertades del pueblo ; mas también con el ulterior y firmísimo propósito de ilustrarle acerca de lo que somos y representamos, y de solicitar su adhesión para gobernar un día a España con nuestros principios y maneras propias, que sabemos son las que convienen a nuestro país y confiamos en que merecerán, en la libre y pacífica pugna de la democracia, la asistencia fervorosa del pueblo republicano ».

He ahí el texto de mi proposición. Me parece claro y rotundo, sin eufemismos ni disfraces, como lo imponen las circunstancias. Precisamente una de las prácticas viciosas de que hemos de huir en la futura democracia española es la demagogia de que tanto se abusó antaño, a nuestra derecha y a nuestra izquierda, en aquellas campañas electorales que más que propaganda de ideas parecían anuncio de mercancías, encaminadas, no a ganar la voluntad popular, sino a desorientarla y engañarla. Los unos, a la izquierda, predicaban una revolución social que no querían hacer, hurgando en las llagas de los humildes ; una revolución que asustó a muchos cuando la vieron desencadenada. Los otros, a la derecha, prometían a los esclavos « pan blanco y hogar con lumbre », mientras pactaban con los amos la rebelión que les asegurase el señorío. Y todos por igual mentían, para inculpar luego de incapacidad democrática al pueblo a quien habían engañado. No ; no es el pueblo el incapaz ; los incapaces, los inmorales, los inconscientes fueron las sectas políticas que le mintieron ; los demagogos que procuraron envilecerle y soliviantarle en vez de guiarle y ennobecerle.

En 1931 se le prometió al pueblo una República moderada. Tal fué el pacto histórico de los republicanos con la nación ; y a los dos meses de implantado el régimen, los partidos rivalizaban en radicalismos y los gobiernos tomaban un signo muy respetable desde el punto de vista ideológico, pero conciliador del compromiso que habían contraído con la opinión pública y con la historia.

La opinión evolucionó entonces en sentido contrario, y en 1933 el pueblo llamado a los comicios rectificó la línea política del régimen, en unas elecciones que nos fueron adversas a las izquierdas ; pero que nadie pue de negar que fueron limpias, como lo exige el respeto a las esencias mis-

mas del régimen republicano, como lo había exigido el señor Azaña al clausurarse las Cortes Constituyentes. Verdad es que las izquierdas aca so tuvieron mayoría de votos, pero iban desunidas, y fueron derrotadas. El sufragio no es una mera suma de votos ; el mecanismo electoral cuenta además del número, los factores morales y sociales que se traducen en concierto y organización de las voluntades de los hombres. También en 1933 cumplieron con su deber el pueblo y el Jefe del Estado.

Los que no cumplieron con su deber fueron los partidos de la nueva mayoría parlamentaria, las fuerzas políticas que desgobbernaron durante el llamado bienio negro, tras de haber engañado al pueblo en una campaña electoral, ninguno de cuyos slogans fueron luego práctica de gobierno. Se había prometido orden, moderación, pero también avances sociales, reforma agraria, trabajo y pan para todos. « sacando el dinero de donde lo haya » y se gobernó con la provocación al desorden, con la demagogia pre-fascista, con el extremismo reaccionario, para servir a los señores feudales y remachar los grilletes de los siervos de la gleba. Por eso la opinión pública cambió certeramente de signo y en 1936 estaba lanzada hacia la izquierda.

Y vino el Frente Popular. Mucho se ha censurado luego aquel pacto ; yo sigo creyendo que en principio era bueno. El pacto consistía, primamente, en un programa rectificativo de la política anterior y de realizaciones prácticas, en una serie de progresos políticos y sociales, quizás atrevidos en algunos casos, pero nunca extremos ni disparatados. El pacto contenía además un compromiso de que los republicanos goberaría apoyados por los partidos obreros signatarios del mismo. Y apoyar a un gobierno no es sólo ofrecerle sus votos en el Parlamento, sino también acatarle, creándole una atmósfera pública de autoridad y respeto.

En principio el pacto del Frente Popular era bueno ; así lo estimó el pueblo y, con acierto que demuestra su fino instinto político y su gran capacidad para el ejercicio de la democracia, votó en 1936 a favor de que cambiara de nuevo el signo de la República. A mi juicio el pueblo y el Jefe del Estado cumplieron también entonces con su deber. Pero algunos de los partidos triunfantes se olvidaron al día siguiente del triunfo, de que había un compromiso que era el título de autenticidad de la nueva mayoría, y obraron como si el pacto del Frente Popular no les obligara, como si fuera solamente un amanero que les había permitido obtener la soltura de movimientos que necesitaban para su demagogia desenfrenada.

No por eso se justifica ni disculpa la traición del General Franco. Los que entendíamos entonces y seguimos entendiendo hoy que la práctica del Frente Popular no respondía a los compromisos electorales pactados por la nación, sabemos también que esa práctica viciosa habría sido rectificada, bien por el Parlamento mismo, bien por el cuerpo electoral cuando se le llamara a las urnas. La democracia habría corregido los abusos de los partidos sin necesidad de una sublevación infame, urdida en y pagada por el extranjero, al servicio de intereses antipatrióticos y bastardos, que desencadenó la guerra y provocó la ruina y miseria de España.

El pueblo tuvo siempre razón y cumplió con sus deberes, contra la demagogia, contra los partidos políticos, contra sus dirigentes y contra los militares traidores. Si hay que extender acta de incapacitación, no será precisamente al pueblo español al que haya que incapacitar para el ejercicio de la democracia.

Quiero decir con ésto que en la nueva etapa republicana, cada uno y

todos los partidos tendrán que rectificar las antiguas prácticas viciosas — en que nosotros, justo es decirlo, no incurrimos —, y presentarse ante el cuerpo electoral con un ropaje de autenticidad que permita identificarlos. Póngase ya término a lo que los atenienses llamaban la *ooclocracia*, o gobierno de « la turba », que es todo lo contrario del gobierno del pueblo.

Nosotros somos, matiz más o menos, lo que en el texto de esa declaración se dice. No tenemos por qué espigar en programas ajenos que, por otra parte, no son mejores ni más prácticos ni más avanzados que los nuestros ; porque, lo repito, en política no hay nada más allá de la República, de la democracia, de la libertad.

Como lo sustenta nuestro programa desde que se constituyó el Partido, debemos propugnar un sistema electoral que no obligue a pactos y que permita que cada cual se presente con su propio carácter ante los comicios, para recoger la opinión propia. Entiendo que los pactos deben ser parlamentarios, y no electorales. Y si la opinión quiere, después de debidamente ilustrada, que gobierne nosotros, asumiremos la responsabilidad del Poder ; pero si prefiere otros sistemas y otros programas, mejor es que gobiernen quienes con fe los propugnan. Tiempo habrá de que el pueblo contraste la eficacia de los mismos y separe del barro el oro puro de la verdad. Lo que me parece incompatible con la República es la práctica sistemática de la mentira. La democracia, que es un régimen de paz, se basa en el sentimiento de la confianza, como la tiranía se funda en el sentimiento del terror. Sin juego limpio, no hay democracia ni República posibles ; porque el engaño engendra la desconfianza, y ésta descompone al pueblo en sectas antagónicas y rivales que fatalmente terminan recurriendo a la violencia.

Yo tengo fe absoluta en la validez y eficacia de nuestro sistema. Habría de creer que el mundo marcha hoy por otros derroteros, y no por eso renegaría de mi verdad. Hay que aprender a quedarse hoy solos, si queremos merecer y conquistar más adelante la compañía clamorosa de todo un pueblo. Pero es que, además, en esta hora histórica, estimo que somos nosotros los llamados a merecer la adhesión de la inmensa mayoría de la opinión española. No os sirva de precedente lo que veis en el mundo ; porque España está ya de vuelta del camino — fué su privilegio y su desgracia anticiparse a la experiencia universal —, y el pueblo español sabe, por haberlo sufrido en su carne y en su alma, a qué precipicios llevan otros senderos.

En España se ha ensayado (tal vez contra la voluntad del pueblo, en virtud de las tácticas políticas a que antes he aludido) todo lo que se está ensayando y fracasando en el mundo. Se han ensayado las monarquías galvanizadas que sólo pueden reinar sobre cementerios, mas no sobre pueblos rejuvenecidos donde la vida circula a borbotones, como en el nuestro. Se han ensayado durante la guerra todas las utopías revolucionarias ; se ha ensayado el llamado movimiento popular-cristiano, de cuya ineficacia e íntima contradicción fué ejemplo la CEDA, apesar de las buenas intenciones del señor Jiménez Fernández, de Luis Lucía y de otros de sus dirigentes ; se ha ensayado el totalitarismo vertical y el imperio azul de la Falange ; y España sabe ya por experiencia que la paz, el bienestar y el progreso no están al término de ninguno de esos caminos, sino en la democracia, en la libertad, en la solidaridad social, es decir en la República tal como nosotros la concebimos y proclamamos. Una República de soberanía popular, en la que todos los ciudadanos puedan convivir pacíficamente, al amparo de una ley común que se inspira en los postulados eter-

nos de la justicia inmanente ; una República en que la conciencia del hombre es libre para profesar con el general respeto las creencias o las incredulidades que le inspiren su corazón o su entendimiento ; una República en que los privilegios se borran, en que las desigualdades irritantes se suprimen, en que la holganza no impera sobre el trabajo, en que las instituciones todas del Estado, desde la escuela única, pública igualitaria, hasta el impuesto al servicio de la justicia social, se orienten a elevar el nivel de las clases humildes y a reducir el esplendor excesivo de las poderosas ; una República que achica el palacio del noble para ampliar la choza del mendigo, que no tolera junto al lujo la desnudez, junto al armiño el harapo, junto a la gula los mendrugos ; una República que por la justicia y el bien desarma la cólera y la envidia de los desposeídos e impone a los opulentos sacrificios necesarios para proporcionar a todos un bienestar medio que es el fruto de la justicia social, y también la escalinata de mármol y el pórtico de alabastro por donde los pueblos ascienden y penetran en el templo de la fraternidad universal. La fraternidad universal de los hombres libres, que sólo es posible cuando impera en el mundo la justicia.

INDICE.

CAPITULO PRIMERO

HOY

L'ESPAGNE, ELEMENT ESSENTIEL DU SYSTEME EUROPEEN

I. — Une anecdote. — Le remords universel. — L'injustice envers l'Espagne	2
II. — La République Espagnole exemple d'une véritable démocratie	5
III. — La République est la seule solution populaire du problème espagnol	7
IV. — L'Espagne démocratique dans le système universel de la paix	10
V. — Pour une nouvelle mystique de la démocratie, de la paix et de la liberté	13

CAPITULO SEGUNDO

AYER

El Templo Derruido	15
El Desequilibrio de la República	EC
Defensa del Ideal Democrático	17
Por la Paz de España	18
Las discordias contra la nación	19

CAPITULO TERCERO

MAÑANA

Deberes y posibilidades de los partidos republicanos en el inmediato futuro de España	21
---	----